

WORLD TRADE CENTER, ATELIER 4 – JEUDI 14 DECEMBRE

| | |
|-------------------------|---|
| SALLE/ADRESSE : | Marseille – World Trade Center |
| PARTICIPANTS : | Session 1 : 19 participants / Session 2 : 19 participants |
| DÉBUT > FIN : | Session 1 : 18h08 à 19h07 / Session 2 : 19h15h à 19h59 |

Commission nationale du débat public (CPDP) :

M. Sébastien FOURMY CNDP

Intervenants :

M. Pierre BOISSERIE Agence de l'eau
M. Tristan ESTAQUE Septentrion Environnement

**EN MEDITERRANEE, RIEN NE VA PLUS ? RECHAUFFEMENT, POLLUTION,
ARTIFICIALISATION...**

COMPTE-RENDU DE RÉUNION :

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Bienvenue à toutes et à tous à cet atelier. On va avoir d'abord deux petits temps de présentation avant de commencer sur les discussions. Nous vous proposons de commencer par l'agence de l'eau. Je vous laisse vous présenter et commencer votre exposé.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Bonsoir. Je travaille à l'Agence de l'eau, établissement public de l'État qui est placé sous la tutelle du ministère de l'Environnement. J'ai en charge, au sein de l'Agence de l'eau, l'expertise sur le milieu marin qui consiste à la fois à conduire les études nécessaires pour caractériser l'état de santé du milieu marin, évaluer sa qualité et surtout définir ce que l'on appelle les mesures correctives, c'est-à-dire les éléments qui permettent d'améliorer la situation, sachant que l'une des particularités de l'agence est de financer des projets qui, justement, améliorent l'état du milieu aquatique. Nous n'avons pas trop préparé l'atelier et je m'étais dit que si j'arrivais avec des graphiques, des chiffres et autre, ce n'était pas forcément le plus simple. Je vais donner, sans prendre trop de temps, deux ou trois points de repère.

Il me semble que ce sur quoi nous sommes en train de travailler, c'est une vision sur l'avenir, sur du moyen, long terme. On dit souvent que pour préparer l'avenir, il faut connaître le présent et se rappeler du passé. Je vais vous ramener quelques années en arrière, au début des années 1980, par exemple. À cette époque, le comité scientifique avait défini l'état de santé de la Méditerranée de manière assez aggravante, puisqu'en fait, Cousteau avait lui-même fait une conférence aux Nations-Unies en novembre 1979 qui montrait que la Méditerranée allait mourir à court terme. Son expression était quand même assez forte puisqu'il disait que seules les bactéries les plus virulentes survivraient en Méditerranée. Les années 1980, ce n'est pas si loin que ça. Finalement, aujourd'hui, heureusement, il y a autre chose que des batteries mortelles en Méditerranée. La situation s'est plutôt améliorée. On y reviendra sans doute. Pourquoi s'est-elle améliorée ? Parce qu'entre ce moment-là, qui est un moment où la situation s'est dégradée, et maintenant, il y a des choses qui se sont passées. Il y a eu l'amélioration de l'assainissement, l'amélioration des connaissances, la mobilisation des acteurs, la création de réglementations et de lois, la création d'aires marines et autres. Par rapport à une situation considérée comme dégradée, l'effort commun a finalement permis d'améliorer la situation. Cela veut dire qu'aujourd'hui, par rapport aux thématiques ou problèmes que l'on peut rencontrer, nous sommes dans un contexte où nous avons plus de réglementation, plus de volonté d'agir, plus de moyens financiers, plus de connaissances et il n'y a pas de raison que l'on ne puisse pas se projeter à une échéance à moyen, long terme avec un avenir qui n'est pas aussi catastrophique que ce que l'on entend assez souvent. Je voulais simplement vous donner ces trois ou quatre éléments de repères pour vous faire réfléchir et peut-être vous faire réagir plus tard, peut-être après la présentation.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci, Monsieur BOISSERIE. Je passe la parole à Monsieur ESTAQUE de Septentrion. Je vous laisse vous présenter.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Merci. Bonjour à tous. Je suis chargé de mission scientifique et plongeur scientifique à Septentrion environnement. Nous sommes situés à Marseille. Nous sommes un institut qui fait de la recherche et de la formation en écologie marine. On intervient là où Pierre a commencé à expliquer les choses, pour mener des études, pour voir ce qu'il se passe dans le présent sans oublier le passé, en essayant de voir ce qu'il peut se passer et comment on pourrait faire mieux les choses dans le futur. Comme le dit Pierre, la Méditerranée, ce n'est pas la mer qui va le plus mal au monde. Cela s'est grandement amélioré. On a beaucoup de réglementation, beaucoup de choses qui se passent. Mon métier est de mener et de participer à des projets, soit les nôtres, soit avec des partenaires scientifiques qui peuvent être le CNRS ou d'autres laboratoires français, mais pas que, et parfois d'autres pays européens. Nous faisons tout un tas de projets où l'on va étudier la santé des écosystèmes marins, faire des recensements de poissons pour voir si une aire marine protégée qui a été mise en place fonctionne ou non, ou conseiller les gestionnaires. On fait aussi beaucoup d'appui aux gestionnaires pour leur apporter les données en leur disant qu'une zone de protection forte devrait plutôt être placée là ou là, ou alors que la zone qui a été créée il y a 10 ans ne va pas être efficace pour tout un tas de raisons. Nous faisons donc des relevés scientifiques pour montrer tout ça.

Le changement climatique va avoir un impact en Méditerranée, même si ce n'est pas la mer qui a la plus en mauvaise santé au monde. Nous avons de très belles choses en Méditerranée qui est un berceau de biodiversité. On a beaucoup d'endémisme, beaucoup d'espèces que l'on ne trouve qu'en Méditerranée, comme par exemple ces gorgones rouges qui forment de très beaux écosystèmes. Nous avons ici ce que l'on appelle le coralligène. C'est l'équivalent des récifs coralliens en Méditerranée. On dit souvent ça. Nous avons de belles gorgones qui, malheureusement, à cause du changement climatique, perdent leur couleur, car elles meurent. C'est juste un exemple de l'impact que le changement climatique peut apporter sur la biodiversité en Méditerranée. Cela a des conséquences plus ou moins dramatiques. Là, par exemple, ça ne va pas être une conséquence dramatique pour cette espèce de gorgones puisqu'on ne la retrouvera plus malheureusement en surface, mais on a encore de très belles populations qui sont plus profondément. Nous allons toujours avoir des espèces qui vont un peu bouger en fonction de comment le changement climatique va influencer la mer Méditerranée.

Notre métier, ce sont donc la mise en place d'études. Par exemple, nous faisons des prélèvements pour mener une étude génétique, pour essayer de comprendre ce qu'il se passe vraiment chez ces gorgones quand elles meurent. Certaines résistent parce qu'elles ne meurent pas toutes, mais en surface, quand il fait très chaud. C'est là que l'on intervient pour apporter ces données et éclairer ensuite les décisions, soit des aires marines protégées directement, soit pour le document stratégique de façade, par exemple, pour apporter des données. Merci.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci beaucoup pour ces courtes présentations qui introduisent bien le sujet. Je ne doute pas qu'il peut y avoir des réactions dans la salle. Avez-vous des réactions, des choses à partager ou éventuellement des questions ou des précisions pour nos intervenants ? Quelqu'un souhaite-il prendre la parole ?

Citoyen 1

La Méditerranée rentre en phase de crise. Il serait intéressant de connaître votre analyse par rapport à ça, de manière à ce que nous puissions échanger et discuter. Avez-vous un avis sur cette crise potentielle, réelle, avérée, et démontrée ?

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Des réactions ?

M. Pierre-Yves HARDY – Intervenant dans la salle

Bonjour. Je travaille au WWF et je voulais faire une petite intervention en expliquant que nous avons un peu de retard par rapport au modèle prévisionnel. Il y a donc des modèles qui marchent de mieux en mieux à terre. On arrive à voir comment les évolutions des écosystèmes sur 2030, et certains maintenant en 2050. Les modèles météorologiques marchent très bien aussi à terre maintenant. Pourtant, en marin, on a encore du retard par rapport à ces modèles et encore plus sur des modèles qui intègrent les écosystèmes. Nous n'avons pas encore toutes les connaissances pour savoir quels seront les environnements en 2030, comment est-ce qu'ils vont se comporter, quelles vont être les réactions d'une majorité d'espèces et quelles vont être leurs stratégies d'adaptation. Pierre, tu me coupes si la science a avancé depuis un an.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

En 2022, nous avons eu une mortalité de gorgones. Tu l'as montré. C'est un fait. Nous en avons eu en 1999, en 2002 et en 2006. En 1999, lorsque nous avons eu la mortalité de gorgones, on pensait que nous n'aurions plus jamais de gorgones. Ce qui est très difficile avec les incertitudes du changement climatique et notre compréhension de comment le vivant réagit par rapport au changement climatique, c'est qu'en fait, on ne sait pas trop. La seule chose que l'on essaie de faire, au-delà d'étudier et d'être pédagogique, c'est effectivement de ne rajouter des problèmes aux problèmes existants. Typiquement, c'est vrai que l'on peut se dire que sur des endroits où le coralligène a déjà été abîmé, peut-être qu'il faut imaginer mieux organiser les usages pour ne pas que les usages rajoutent une couche d'impact sur le sujet. On peut aussi faire en sorte de travailler pour que les écosystèmes soient le plus possible résilients et costauds. Si un écosystème est en bonne santé, il va être en capacité de pouvoir encaisser les surcoûts de pressions et de changements climatiques. Nous avons donc besoin de travailler là-dessus. Cela veut dire qu'il faut réduire les pressions sur le milieu marin. Réduire les pressions sur le milieu marin, c'est quoi ? C'est de réduire les apports contaminants en mer. Même si nous avons fait d'énormes progrès jusqu'à présent, nous avons encore des choses à faire. Il y a toujours de nouvelles combinaisons de molécules. Il faut faire en sorte que les activités maritimes puissent s'exercer, mais en faisant attention au milieu marin. Je prends cet exemple-là parce que nous l'avons tous vécu ces derniers temps et nous avons eu beaucoup d'évolutions là-dessus, mais il y a encore 2 ans, on acceptait que pour garer son bateau en mer, on détruisait l'équivalent de trois ou quatre arbres. Quand vous allez vous balader en

débat public organisé par



La Commission nationale du débat public
244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - T. +33 1 40 81 21 22
Site du débat : <https://www.debatpublic.fr/la-mer-en-debat>

forêt, pour garer votre véhicule, vous coupez trois arbres. En mer, pour aller mettre son bateau en mer ou son yacht, on acceptait de détruire des fonds marins. Rien que ça, ce n'est plus possible. Pour autant, protéger cet herbier de ces pressions n'interdit pas de faire du mouillage et n'interdit pas du yachting. Il faut que l'on trouve un équilibre par rapport à tout ça et on sait qu'il faut que l'on régule ces pressions.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Est-ce qu'il y a une autre intervention, une question ou une précision ?

M. Jean-Claude JONAC – Intervenant dans la salle

Je suis le représentant des plongeurs pour toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur au niveau du comité régional. Je plonge depuis une quarantaine d'années. J'ai vu les évolutions dont a fait part Pierre. On a commencé à plonger ensemble aussi également à cette époque-là. J'ai une petite question. Est-ce que cela va revenir ? A priori, ce réchauffement climatique et ce qui concerne les gorgones rouges, en l'état actuel des choses, on a eu l'occasion d'en parler, dans le 06 et complètement à l'Est de notre région, elles ont subi la chaleur et au-dessus de 30-mètres, on n'en trouve plus. Est-ce que dans notre région, puisque l'on avait le mistral qui nous refroidissait, pouvons-nous espérer un jour les revoir entre 20 et 30 mètres, par exemple ? Pouvons-nous espérer les voir revenir ? Il me semble en avoir aperçu ces derniers temps quelques petites boutures ou des reprises, mais je n'en suis pas certain. Il faudrait voir au niveau scientifique, si nous avons des idées sur cette chose-là. De notre côté, les violets qui ont disparu en 2003, on n'en revoit plus. On n'en trouve plus tout.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Sur la Côte d'Azur, le Var et la Corse, pour les premières anomalies thermiques, la première fois que l'on a vu des mortalités massives en 1999 et en 2003, j'étais tout jeune, je ne m'en rappelle pas, mais on ne savait pas que ça pouvait arriver et c'est arrivé. Cela a plus frappé la Côte d'Azur, le Var et la Corse que Marseille et grâce au Mistral notamment. La Côte d'Azur et le Var sont des zones où l'on ne retrouve pas ou très peu, voire plus de gorgones rouges entre zéro et 30 mètres. Elles ne sont pas revenues et parce qu'il fait chaud tous les étés. Après, il faut savoir sur quel site on se questionne, mais à Marseille, l'hypothèse, c'est qu'il y en a toujours qui survivent et qui sont résistantes. Il en reste donc zéro et 30 mètres. Nous aurons vraisemblablement vu où le changement climatique est en train de partir. L'hypothèse communément admise par les scientifiques est que nous n'aurons plus de population de gorgones rouges entre zéro et 30 mètres comme on les connaissait avant, parce qu'il faut 40 ans pour obtenir une population viable à partir de zéro, ce qui veut dire dans des conditions optimales, sans pression anthropique, sans pression climatique ajoutée autre que naturelle, avec une reproduction qui marche bien, un sex-ratio qui marche bien et une densité qui marche bien. Il faut 40 ans sans nouveaux épisodes. Je ne suis pas certain que l'on vive 40 ans de plus sans que nous ayons de nouvelles anomalies thermiques – canicules marines, si vous ne connaissez pas le mot d'anomalie thermique.

Après, il y en a qui sont résistantes. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, on ne sait pas si elles sont résistantes parce qu'elles sont acclimatées ou si elles sont résistantes, parce qu'elles ont un gène qui leur permet d'être résistantes. Il y a des recherches en cours dessus. Si, potentiellement, un jour, un scientifique prouve qu'il y a bien un gène qui permet la résistance, peut-être que nous allons voir de nouvelles gorgones résistantes au changement climatique qui vont venir coloniser ce milieu. Le problème, lorsque l'on coupe ça, c'est comme si on rasait une forêt. Si demain, on va raser une forêt, ce ne sont pas les arbres qui vont revenir en premier. Il va se passer tout un tas de choses. L'écosystème va se modifier. Nous allons avoir des stèles pneus qui vont prendre la place, mais il se passe exactement la même chose sous l'eau. L'habitat ne reste pas nu. De nouvelles espèces vont venir le coloniser et après, à voir s'il restera de la place ou non pour des gorgones résistantes. Le futur nous le dira.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Juste une remarque. Tu as évoqué quelque chose qui me paraît important. Tu as dit 40 ans. La dynamique d'un naturel, ce n'est pas la dynamique d'appréciation du problème. C'est pour cette raison qu'il faut toujours essayer de prendre un peu de recul aussi. Comme le disait le collègue du WWF, nous avons du mal à nous projeter vers des évolutions du milieu et que notre vieux n'est qu'à macérer. Je prends un exemple que j'ai vécu parce que je commence à avoir des cheveux blancs. EN 1999, il y avait la *Caulerpa taxifolia*, une algue verte envahissante qui devait tout détruire, dont les posidonies et le poisson. Il devait y avoir des toxines sur des poissons. 30 ans après, on trouve encore des *Caulerpa*, mais les posidonies vont bien. On peut manger du poisson. Nous avons donc du mal à appréhender ces enjeux d'évolution de milieu. Finalement, il y a un des points que l'on constate, c'est que nous connaissons l'équivalent d'un stade de foot sous l'eau, 0 à 100 mètres, et encore, je suis gentil. Ce n'est rien, mais on ne comprend pas comment ça marche. On a ouvert le capot du moteur, on avait ôté la batterie, le démarreur, la clé pour démarrer le moteur, mais on ne connaît pas toutes les relations qu'il y a entre eux. Ce que nous pouvons faire en termes de compréhension de mesures correctives, elles sont

débat public organisé par



La Commission nationale du débat public
244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - T. +331 40 81 21 22
Site du débat : <https://www.debatpublic.fr/la-mer-en-debat>

liées à notre connaissance et à notre compréhension du système. C'est pour cette raison qu'il est important de continuer à travailler et à bien comprendre comment fonctionne cette machine pour être en mesure de mettre en place des mesures qui sont de plus en plus efficaces. Ça ne fait pas 40 ans, mais je me souviens qu'en 1999, on avait 100 % de mortalité sur des sites. Avant cet épisode de 2022, nous avions des gorgones rouges et personne n'imaginait que l'on était capable de retrouver des gorgones rouges dans un endroit où il y avait eu 100 % de mortalité, 20 ans plus tôt.

Tout ça pour dire qu'il faut être inquiet, mais il ne faut pas non plus être désespéré, et l'effet pervers qu'il peut y avoir parfois, quand on évoque de manière trop négative les choses, c'est que ça n'engrange pas forcément les gens à prendre des décisions pour agir. Je ne suis pas sûr qu'il y ait d'élus parmi nous, mais il nous arrive assez souvent d'essayer de motiver des élus dans le métier pour les faire bouger sur des choses qui sont un peu contraignantes pour eux ou pas forcément complètement acceptées par la population, mais on nous renvoie que « La Méditerranée, c'est la mer la plus polluée du monde. Pourquoi voulez-vous que je fasse un effort là-dessus ? De toute façon, c'est foutu et c'est plus intéressant d'alimenter un stade de foot ». Nous avons besoin de partager une information qui est quand même factuelle sur la situation de la Méditerranée aujourd'hui. On a besoin de dire aux gens ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas. On a besoin de donner des scénarios qui ne me paraissent quand même pas si catastrophiques que ça. Sinon, tout ce que nous faisons là ne sert à rien. Si nous ne sommes pas persuadés que nous avons des leviers pour agir, que ce soit à travers nos politiques territoriales, les DSF et les actions que font les uns et les autres, ça ne sert à rien. Faisons autre chose. Si tout est foutu, ça ne sert à rien. Je pense que c'est important de rester très factuel, de rester très pragmatique et d'éviter cette espèce de bashing général que nous avons sur la Méditerranée. Pardon, mais parce que l'on va avoir un sac plastique qui flotte dans un port, on va dire que la Méditerranée est couverte de déchets. La réalité est parfois un peu différente par rapport aux situations.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci beaucoup.

M. Baptiste GIROUX – Intervenant dans la salle

Bonsoir. Je suis un peu surpris. Vous avez commencé la présentation en parlant de 1981 et en citant Cousteau qui disait que tout allait mourir, mais qu'aujourd'hui, ça va mieux et c'est moins pire que prévu. Il y a des choses qui ont été dans le bon sens parce que l'on a mis en place une politique. Je me dis qu'il y a tout un tas de pression et de facteurs qui vont aller en s'aggravant. Les températures vont continuer de grimper, mais a priori, il y a tout un tas de pression qui va augmenter. La pollution plastique aussi qui s'accumule de plus en plus. Il y a aussi tout un tas de polluants.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Pourquoi vous dites que la pollution plastique s'accumule de plus en plus ? Tout ce qui est fait actuellement, ça ne va pas freiner le système ? Vous pensez que nous allons continuer à avoir de plus en plus de plastique et autres ?

M. Baptiste GIROUX – Intervenant dans la salle

A priori, le plastique ne se décompose pas suffisamment et tant que l'on en rajoute tous les ans, il y en aura de plus en plus au fond. En mer, le stock qu'il y a dans l'eau augmente. J'ai aussi l'impression que la connaissance scientifique est relativement réduite. Il y a plein d'écosystèmes que nous ne comprenons pas du tout et ni comment ils fonctionnent. Sur quels facteurs et pressions avons-nous des connaissances et y a-t-il une volonté d'agir pour essayer au final de freiner un peu tout ça ? La température, on ne peut pas y faire grand-chose à part les COP.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Il y a plusieurs choses dans ce que vous dites. C'est certain que la Méditerranée de demain, ce ne sera pas celle d'aujourd'hui ni celle d'hier. On voit bien qu'avec le changement climatique, les choses bougent et les écosystèmes évoluent. Il y a des connexions un peu partout. Nous nous retrouvons avec des espèces invasives qui posent problème. Cela veut dire que ce que l'on observe aujourd'hui sera différent de ce que l'on observera demain. Est-ce que pour autant, ce sera plus mal ? Je ne sais pas. Pour l'étang de Thau, avec les lagunes en Occitanie, c'est 95 % d'espèces végétales non méditerranéennes. L'étang de Thau vient d'être classé comme une aire marine protégée. Il n'a rien à voir avec une lagune méditerranéenne normale, mais on considère que c'est suffisamment bien en termes de vie végétale pour en faire une aire marine protégée.

Sur la question des microplastiques, nous mesurons, depuis 12 ans, les microplastiques dans la colonne d'eau. La dernière mesure qui a été faite en 2021 montre 80 % de baisse. Quand je dis « nous », c'est l'Ifremer qui les fait. 80 % de moins de microplastiques entre il y a 10 ans et maintenant. Sachez que ce

que je vous donne, c'est juste factuel. Je vous donne juste des informations factuelles. Ensuite, quelles sont les pressions sur lesquelles nous pouvons agir ? Les rejets en continu, le pluvial en continu, l'amélioration des process d'épuration, on continue. Il y a même une directive européenne qui va pousser encore et qui, potentiellement, va pousser les traitements. Concernant les pressions physiques, ce qui pose problème, ce n'est pas tant la qualité de l'eau. C'est facile. Quand on a un rejet, on ferme le robinet, puis après, ça s'améliore, mais quand on détruit un habitat avec une ancre, avec des vases de dragage, on détruit l'habitat quasiment pour toujours. Nous avons donc besoin de réguler ces pressions et nous avons les outils pour le faire.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Comme vous l'avez dit, la température ne va pas y faire grand-chose. De toute façon, même si l'on arrête demain d'émettre du CO² dans l'atmosphère, elle va continuer d'augmenter. Par contre, il y a plein de choses où nous pouvons agir. En général, c'est ce que l'on appelle les pressions anthropiques, celles que nous créons nous-mêmes. Il y a aussi les rejets, sur les choses très locales, sur la pêche, sur la pression touristique, la pression de plongée, la pression de mouillage. Sur tout ce que nous allons porter comme pression en milieu marin, nous pouvons faire des choses. Nous, gestionnaires de l'État, avons un panel d'outils possibles pour gérer ces choses-là. L'idée, c'est d'essayer de les combiner au mieux pour essayer de faire en sorte qu'il y ait moins de pression sur le milieu. Il y a l'exemple de l'étang de Thau. Dans 50 ans, la Méditerranée ne ressemblera pas à ce qu'elle ressemble aujourd'hui. Nous aurons toujours un milieu avec de la vie dedans qui ressemblera certainement plus à ce que l'on retrouve en mer Rouge aujourd'hui qu'à ce que l'on trouve aujourd'hui en Méditerranée. On aura de nouvelles espèces d'algues et de poissons, mais nous aurons toujours une mer vivante. C'est toujours compliqué et il manque toujours des données, dans tous les cas.

Il suffit de se rapprocher des pays de Méditerranée orientale. Aujourd'hui, en Turquie et en Grèce, cela fait déjà quelques années qu'ils n'ont plus des communautés de poissons qui devraient ressembler à ce que les communautés de poissons ressemblaient dans la Méditerranée, il y a 20 ans. Nous avons donc de nouvelles espèces de poissons et ils arrivent plus ou moins à gérer ça, parfois dans certains endroits, en adaptant la pêche à ce nouveau poisson et en consommant ce nouveau poisson. Il y a toujours des solutions sur lesquelles on peut agir et je pense que c'est sur ça qu'il faut se concentrer.

M. Pierre-Yves HARDY – Intervenant dans la salle

Je vais aussi compléter. Jusque-là, les scientifiques n'arrivent pas à se prononcer entre deux scénarios, entre le scénario que l'on appelle « l'effet cul-de-sac » et le scénario « refuge climatique », notamment ce qui a été décrit, par exemple, avec le Mistral, l'effet du mistral qui refroidit les eaux, qui fait que l'on a une plus faible mortalité au large de Marseille que dans le reste. Il y a aussi la tramontane. On voit aussi des équivalences dans le golfe du Lion avec un refroidissement qui est assez typique France, nord-ouest de la Méditerranée. Nous avons le Rhône, même si j'avais posé la question justement à l'occasion d'un événement de l'agence de l'eau et où potentiellement, le Rhône va se réchauffer et cela va moins refroidir. Nous aurons un système qui sera potentiellement plus froid que dans le reste de la Méditerranée. C'est le scénario « refuge climatique » pour toutes les espèces de la Méditerranée qui pourront, pour celles qui s'adapteront au golfe du Lion, perdurer et s'adapter. Selon leur degré de résilience, le second scénario est que ça va trop vite et ça ne refroidit pas assez. Toutes les espèces de Méditerranée vont donc monter dans le Nord pour essayer de trouver des zones plus froides et vont se retrouver dans un cul-de-sac, c'est-à-dire qu'elles seront amenées, comme tu viens de le dire, selon leur capacité à s'adapter dans un temps un peu plus court et nous verrons qui arrivera à se tropicaliser, jusqu'à ce que les écosystèmes tropicaux arrivent et s'installent. Nous ne savons pas encore quelle est l'échelle de temps qui va opérer. Entre ces deux scénarios, on ne sait pas. Le premier nous donne une énorme responsabilité à la France vis-à-vis de toute la biodiversité et la Méditerranée. Il y a un secteur qui est identifié au large de la plaine du Pô, qui serait potentiellement un peu plus froid avec les apports du Pô, mais ils ont un régime de vent un peu différent. Nous serions quand même sur l'un des secteurs qui pourraient accueillir une biodiversité méditerranéenne. Quand on nous parle de pression, on se rend compte que le golfe du Lion, qui pourrait être l'un des derniers lieux où l'on voit certaines espèces de poissons, va accueillir plusieurs parcs éoliens. D'ici 2030-2050, on ajoute finalement une pression et nous ne savons pas trop quel sera l'effet de cette pression. Il faut réduire les pressions, mais il y a aussi une économie bleue qui est en développement et des besoins des sociétés. Il y a donc de nouvelles pressions. Au niveau de l'équilibre, c'est toujours intéressant de savoir, d'autant que l'on pourra rajouter la question de la connectivité. Cela apporte, de toute façon, une incertitude biologique et écologique, mais nous avons aussi une incertitude socioéconomique parce que les humains continuent à utiliser la mer et continueront avec des pressions nouvelles dans le futur.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Par exemple, tu vois que cette forme de pression là, aujourd'hui, c'est quand même compliqué d'implanter des éoliennes. Il y a tout un tas de travaux qui sont faits pour comprendre l'impact. Il y a tout un tas de contraintes sur l'exploitation. Il y a tout un tas d'éléments qui visent justement à – je n'aime pas le terme – à compenser les effets. Il y a 10 ans ou 15 ans en arrière, on n'avait pas satisfaction. Une remarque pour rebondir à ce que tu disais tout à l'heure sur l'herbier de posidonie. Je reviens à ça parce que tout le monde le connaît. La première pression qui a été levée sur l'herbier a été l'assainissement. Dans les années 1980-1990, l'assainissement, c'est pour le sanitaire, mais en l'occurrence, nous avons battu les matières en suspension qui ont protégé l'herbier. On s'est aperçu que c'était bien, mais l'herbier était aussi détruit par les aménagements que l'on gagnait sur la mer. La loi littorale est venue et a rajouté une couche de diminution de pression sur les herbiers de posidonie. Passés 10-15 ans, on s'est aperçu que le yachting a rajouté une nouvelle couche dessus. Les mesures ont été prises pour protéger l'herbier. Cela veut dire que cette gestion de pression s'étale sur plus de 40 ans. Aujourd'hui, ce qu'il faut aussi entendre, c'est que si même au regard de l'histoire des apports polluants à la mer, nous sommes sur un travail de réduction de pression qui est survenue sur une génération, voire deux générations. L'effort que nous faisons aujourd'hui en matière de réduction de pression pour l'amélioration du milieu marin, on ne va pas l'avoir forcément demain, mais nous l'aurons peut-être dans un cycle d'après. C'est ce qui nous perturbe aussi un peu. On nous demande de prendre des décisions en matière de gestion, de lutte contre la pollution et d'aménagement, mais nous savons que les effets sont plutôt sur le moyen, long terme. C'est donc compliqué de faire décider des gens sur des mesures correctives dont le bénéfice va être sur 10, 20 ou 30 ans.

M. Frédéric VILLERS – Intervenant dans la salle

Ce n'est pas une question, mais c'est pour rebondir. Il semble que la Méditerranée est un peu victime de son succès. Plus on connaît, plus on cherche et plus, on trouve. Je pense que la mer Méditerranée française est probablement l'une des mers les plus connues. À ce stade, si vous cherchez quelque chose, à un moment donné, vous allez forcément trouver une pression particulière. Juste un point par rapport aux poissons. On parle beaucoup des pressions, mais je trouve qu'aujourd'hui, il y a une difficulté parce que quand on parle de pression, un bateau, c'est une pression, ça fait du bruit, mais il faut surtout regarder comment va la biodiversité. Si nous essayons d'être positifs et si l'on regarde – Pierre, tu as un réseau et pas mal d'éléments – la biodiversité ne va pas si mal. À un moment donné, on peut dire qu'en effet, les bateaux, ça fait du bruit et peut impacter les poissons. Dans les réseaux de surveillance, on se rend compte que finalement, ça va. Ce n'est pas parce qu'il y a une pression qu'il y a un impact. On a souvent tendance à l'oublier.

Est-ce que la Méditerranée est en surchauffe ? Allons sous l'eau et regardons. Il y a des choses que l'on connaît bien, comme l'herbier ou le coralligène. Le sable, on ne connaît pas bien, l'habitat rocheux, on le connaît un peu et dès que l'on va en profondeur, on ne connaît pas grand-chose. Ce que l'on peut dire pour certains, c'est qu'à ce stade, herbier et coralligène, ça va à peu près dans certains secteurs, mais il reste des choses à faire. Si on le veut, on agit et pour le reste, on connaît peu de choses. Assumons-le. C'est bien de s'alarmer et d'appliquer le principe de précaution. C'est dans la charte de l'environnement. Derrière, il faut aussi accepter que la nature ait son temps qui, quelquefois, est apolitique. L'herbier a une croissance très lente et en effet, en 30 ans, les choses évoluent à une vitesse qui, quelquefois, est trop lente pour nous. Je pense qu'il faut être assez positif quand même. Dans l'état de la Méditerranée, on a un niveau de connaissance qui est tel que nous avons tendance parfois à pinailler sur certains points, alors qu'au final, l'habitat va assez bien. C'est très bien de regarder l'impact potentiel des pressions, mais il faut essayer d'être un peu positif sur ce que ça donne. Ce n'était pas vraiment une question.

M. Jean-Claude JONAC – Intervenant dans la salle

Je vais également aller un peu dans le sens de Frédéric et mes petits camarades pourront peut-être avancer quelque chose aussi. Je plonge depuis 40 ans, depuis les années 1980, aux alentours de Marseille. Grosso modo, ce que j'ai constaté, c'est que pendant 30 ans, il y a eu une certaine dégradation, puis est arrivée la station d'épuration de Cortiou en 2003. En 2013, il y a eu la mise en place du parc national des Calanques et je me suis aperçu, et je n'étais pas le seul, avec tous les plongeurs qui étaient dans le coin au niveau du parc national des Calanques, où nous avons remarqué qu'en 10 ans, tous les fonds et la population halieutique avaient complètement évolué et rechangé. Les corbs, on en voyait plus et là, on en voit partout. Les mérours, il n'y en avait quasiment plus et maintenant, on en voit à tous les coins de rue, s'il y avait des rues sous la mer. Ce que je veux dire – et je vais aller dans le sens de mes camarades – c'est que si nous voulons protéger les choses, je pense que l'on peut faire quelque chose. En 10 ans, le parc national des Calanques et les alentours de l'archipel de Riou ont complètement changé de physionomie. Je vais même souvent plonger sur La Ciotat et ça a des répercussions à l'extérieur. On s'aperçoit également quand on va plonger sur Port-Cros ou aux alentours de Porquerolles et que l'on fait

les aires maritimes adjacentes autour de Porquerolles, on s'aperçoit qu'il y a de gros progrès aussi qui sont faits au niveau de la quantité de poissons et de la variété de poissons. Pour vous donner un exemple, les bécunes jaunes, ce que l'on appelle ici le barracuda, dans les années 1980-1990, il ne restait qu'un banc autour de Port-Cros. Maintenant, au niveau du parc national des Calanques, depuis 2013, en 10 ans, il y a des bancs. Je sais que Septentrion les remarque. Il y en a deux ou trois qui se balade aux alentours de Caramassaigne et autour des Moyades. Il y a plus de 100 individus dans chacun des bancs. Si nous voulons faire quelque chose, nous allons pouvoir y arriver, mais pas du jour au lendemain. Ce n'est pas du jour au lendemain non plus que l'on se débarrassera des tonnes et des tonnes de plastiques que l'on a mises dans l'eau et qui sont en train de se dissoudre dans la Méditerranée. Je n'ai pas un regard négatif. J'ai vu se dégrader la situation en 30 ans et en 10 ans, elle s'est beaucoup améliorée avec les mesures que nous avons prises. Je ne dis pas que c'est parfait non plus.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Tu passes beaucoup de temps sous l'eau et tu dis des tonnes et des tonnes et des tonnes de plastique. Est-ce qu'entre zéro et 50 mètres sur le littoral marseillais, tu vois des tonnes et des tonnes de plastique ?

M. Jean-Claude JONAC – Intervenant dans la salle

Non. J'en vois plus sur les plages qu'au fond de l'eau.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Il y en a beaucoup sur les plages et du côté de la baie, mais sur les Calanques, il n'y en a pas ou très rarement.

M. Jean-Claude JONAC – Intervenant dans la salle

Dans la baie de Marseille et à La Ciotat, là où je plonge le plus fréquemment, nous n'en voyons pas énormément et dès qu'on en voit un, on le ramasse. On a un filet dans le gilet. Il y a de plus en plus de plongeurs qui sont sensibilisés à cet état de fait et de plus en plus qui ont, dans la poche de leur gilet, un filet où ils récupèrent les morceaux de plastique. Je ne parle même pas des canettes en alu.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Il y a plein d'outils qui fonctionnent. Je n'ai pas les chiffres pour les Calanques, mais ce à quoi tu faisais allusion, c'est la mise en place d'une vraie zone de protection forte où nous n'avons pas le droit de pêcher et de chasser. Il y a un îlot qui s'appelle la Gabinière l'archipel de Riou dans les calanques où c'est un aquarium à mérours. J'ai les chiffres en tête pour la Gabinière. Pour Port-Cros qui a été créé en 1963, si je ne dis pas de bêtises, quand ils ont mis en place le parc national, c'était une douzaine de mérours.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Depuis 2003, le comité départemental 13 a mis en place, quand il y avait le GIP des Calanques, l'étude précédant la mise en place du parc, nous avons commencé « Les espèces qui comptent » et au départ, il n'y avait que les mérours. Si on en trouvait une douzaine ou une vingtaine, c'était un maximum sur les sites que l'on visitait, dans le parc des Calanques qu'on visitait. L'année dernière, qui a été une très bonne année, nous en avons compté plus de 650 sur les mêmes sites. Il faut dire que nous avons eu plus de plongeurs, parce que la mer était belle et que c'était une belle journée. Concernant l'influence de l'homme, autant il peut détruire, autant s'il le veut, il peut permettre à la nature de se régénérer.

M. Jean-Claude JONAC – Intervenant dans la salle

Il y a quand même des choses qui ne vont pas. Nous n'avons pas fini de travailler. Dans les choses qui ne vont pas, aujourd'hui, dans les principales sources de pollution à la mer, ce ne sont pas les rejets industriels ni les stations d'épuration. Ce sont par exemple les eaux de pluie qui ruissellent sur les rues. C'est compliqué à gérer. C'est un vrai enjeu. Les flux polluants à la mer aujourd'hui, c'est essentiellement le pluvial et les cours d'eau côtiers. Il faudrait voir des gens qui sont à l'intérieur des terres et les mobiliser pour protéger la mer. On découvre tous les jours de nouvelles molécules. Quand je discute avec des étudiants, j'aime bien leur dire que l'on est passé d'une situation où c'était le méchant industriel qui polluait contre le pauvre écolo qui veut sauver la nature. Là, on est confronté à des molécules qui sont particulières, qui sont notamment les médicaments, qui sont des molécules qui ne sont pas du tout d'origine naturelle, qui sont très réactives et on élimine 99 % du principe actif que l'on prend. Quand on prend une molécule de médicament, on la rejette à 90 %. Ce n'est pas géré par les stations d'épuration qui ne les arrête pas et ça va donc dans les cours d'eau et dans les plans d'eau. Nous avons encore plein de boulot à faire sur cette partie-là, mais on le sait et on y travaille. Il n'y a pas de raison que l'on n'y arrive pas, même s'il faudra 10 ou 20 ans de plus, à des résultats positifs. Il n'y a pas de fatalité par rapport à ces situations-là. Il faut juste se mettre à bosser et aussi évaluer l'efficacité des politiques que l'on met en place. C'est bien de mettre en place des politiques, mais à un moment donné, il faut évaluer si la

politique a atteint les objectifs fixés, pas pour dire que nous avons mal travaillé, mais pour dire que si l'on n'a pas réussi à faire ce que l'on voulait faire avec la démarche initiale, on se remet à bosser, on améliore et on se remet au charbon.

C'est important de se dire qu'il n'y a pas de fatalité. Oui, il y a du boulot qui a été fait et nous étions dans une situation qui n'était quand même pas très favorable. Aujourd'hui, ça va mieux, mais on a encore plein de tâches à faire. Ne soyons pas défaitistes ni fatalistes et bossons. C'est le message fort. Si nous n'avons pas la solution aux problèmes que l'on a rencontrés, on travaillera à mettre en place des solutions et des travaux sur des gorgones et les coralligènes pour voir si on ne peut pas les sauver et les transplanter. Il y a de la génétique. Il y a toujours des solutions, mais là, c'est à nous tous, collectivement, de les chercher et de dire que nous allons y arriver.

M. Patrick VAUTERIN – Intervenant dans la salle

Je suis le directeur départemental des territoires de la mer. Comme cela fait moins de 6 mois que je suis en poste sur le littoral, j'ai encore droit à une question naïve. Le titre de l'atelier, c'est « En Méditerranée, rien ne va plus ». On parle du DSF pour la partie France et Méditerranée. On est sur un milieu ouvert. Comment se gère la coordination avec l'équivalent sur les voisins ?

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Plutôt bien. Tout le monde est sur la même trajectoire. Tout le monde fait des efforts en matière d'assainissement et d'amélioration. Nous ne sommes pas tous au même niveau. Il y a des trajectoires qui sont hautes et d'autres, basses. Dans les pays du sud ou de l'est de la Méditerranée sur lesquels je m'arrête assez fréquemment, il faut avoir conscience du fait que, parfois, on n'a pas la sécurité des biens et des personnes et que la priorité, c'est la sécurité des biens et des personnes. Deuxième priorité, c'est de faire en sorte que les gens aient de l'eau potable et ne tombent pas malades. C'est l'assainissement. C'est sûr que sur les côtes libyennes ou sur les côtes du Liban, la protection et les états d'âme sur le mérrou, le crabe et autre n'est pas leur priorité aujourd'hui, mais la trajectoire est la même. Nous avons résolu l'assainissement, l'eau potable et plein d'autres sujets. On s'occupe de la petite fleur qui est cachée derrière le caillou. Dans les autres pays, ce n'est pas le cas.

Il y a la convention de Barcelone qui est un outil malgré tout contraignant – même si pour l'instant, le seul qui a été contraint, c'était la France – qui pousse les États riverains pendant à la Méditerranée à augmenter leurs capacités techniques, mobiliser des moyens et appréhender le sujet. Si la question est de savoir s'il y a des endroits qui sont encore pollués en Méditerranée, globalement, la réponse est oui. Si la question est de savoir s'il y a des endroits où personne ne se préoccupe de cette pollution, la réponse est non. Tout le monde s'en préoccupe, mais avec des calendriers de travail et d'investissement qui sont un peu déconnectés et qui sont liés à la situation de chacun des pays. Un point aussi qu'il faut bien avoir en tête, c'est que les pollutions sont des problèmes de proximité. Ce n'est pas parce que c'est pollué au Liban que l'on va récupérer la pollution du Liban sur notre côte. La pollution de Marseille, c'est lié à Marseille. La pollution d'Ajaccio, c'est Ajaccio. La pollution de Perpignan, c'est lié à Perpignan. On ferme les robinets à Perpignan, à Marseille, à Ajaccio et on améliore la qualité de l'eau. Les problèmes de pollution, à 99 %, sont dus à des problèmes de proximité. Les solutions sont donc chez nous et pas ailleurs. Moi qui suis d'un certain âge, dans les années 1980, à la fac, on m'expliquait que le méchant courant ligure remontait des côtes italiennes, prenait la pollution de Gênes et de Naples, et venait polluer Marseille, Toulouse et Perpignan. Non, Marseille était polluée par Marseille.

Cela veut dire que nous devons faire des efforts et en tant que pays européen, c'est peut-être une trajectoire un peu plus haute, avec des thématiques beaucoup plus larges. En bas, il faut les accompagner, car malgré tout, on reste solidaires et c'est bien le principe de la Méditerranée que d'être dans cette logique-là. Eux aussi ont leur solution en main, mais c'est parfois un peu plus compliqué à cause du contexte particulier international.

M. Pierre-Yves HARDY – Intervenant dans la salle

À WWF, nous avons fait une première analyse du DSF. Pour répondre à votre question, la valeur qui est dans le rouge représente les aspects transfrontaliers. Je n'aurais pas la même réponse que Pierre, mais Pierre étant plus sur l'assainissement. Nous avons regardé, d'un point de vue écosystémique, tout ce qu'il pouvait se passer. Déjà, les calendriers ne sont pas les mêmes. Les Espagnols ont énormément de retard et les Italiens en avaient également, mais nous, nous étions un peu en avance. Il a fallu publier. C'était une obligation de la Commission européenne. Je pense que les services de l'État ont eu des difficultés aussi intrinsèques. On ne va pas accuser pour des problèmes de calendrier dont ils ne sont pas responsables. Il est vrai que nos voisins n'ont pas été les plus exemplaires d'un point de vue de l'Europe. Maintenant, on est sur un deuxième cycle et c'est donc l'occasion de faire un petit peu mieux les choses sur le DSF, et bosser un peu plus avec les Espagnols et les Italiens sur tout cet ensemble de questions, toute pression confondue. Nous sommes sur un plan d'action des objectifs DSF et

débat public organisé par



La Commission nationale du débat public
244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - T. +33 1 40 81 21 22
Site du débat : <https://www.debatpublic.fr/la-mer-en-debat>

l'assainissement est l'un des aspects. Il y a aussi toutes les aires marines protégées transfrontalières qui sont encore dans les tiroirs et qui ont du mal à sortir pour d'autres, mais qui vont arriver. Il y a des aussi des zones de conflits de souveraineté des eaux et ce n'est pas simple, notamment au niveau espagnol. C'est très compliqué de bosser là-bas. Il y a quand même une énorme zone, en termes de kilomètres carrés, qui pose toujours problème entre les Français et les Espagnols. Il faut donc pouvoir avancer aussi dans ces zones. C'est une vraie question et nous espérons pouvoir avancer pour ce deuxième cycle.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Ce n'est pas du DSF. La question du conflit dans la zone espagnole, c'est une question de définition, de reconnaissance de limites, de zones économiques exclusives, où elles n'étaient pas définies en Méditerranée notamment, où les Espagnols ont gagné les premiers en venant chercher les Français ou l'inverse, d'ailleurs. Je ne sais plus.

M. Pierre-Yves HARDY – Intervenant dans la salle

La planification des espaces maritimes fait bosser les pays entre eux. C'est aussi une demande de la Commission. Quand on planifie, c'est évidemment planifié sur tout l'espace et parfois, on n'est pas d'accord. Dans tous les pays européens, il y a des problèmes aux frontières. Ce ne sont pas que la France ou l'Espagne. Même dans les pays du Nord, vous allez trouver plein de choses dans le centre de la mer du Nord. Vous avez aussi ces trois sites Natura 2 000 en mer qui sont collés les uns sur les autres. Il y a des choses sur lesquelles on arrive parfois à bosser ensemble, et des fois, on n'y arrive pas. Dans la planification de l'espace maritime, c'est vraiment une directive de l'Europe. Il y a plein de projets qui ont été sortis pour travailler sur les aspects transfrontaliers. Il y a Masfip qui est le dernier projet financé par la Commission européenne et pour lequel vous avez participé à ces questions. C'est également un problème de DSF qui est les instruments de la planification.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Oui, mais sauf que le DSF n'a pas les mêmes obligations que les autres directives en matière de coopération. On ne peut donc pas demander aux DSF de régler les problèmes que les autres directives sectorielles n'ont pas à résoudre. Il ne faut pas tout mélanger. Quand tu dis que le DSF n'est pas bon sur la partie transfrontalière, je dirais que les politiques antérieures au DSF ne sont pas bonnes sur les questions transfrontalières et le DSF n'a pas plus de solutions que les politiques d'avant.

M. Pierre-Yves HARDY – Intervenant dans la salle

Il faut justement parler de ces politiques et de leur mise en œuvre. Le document stratégique de façade s'organise en deux volets. Un premier volet qui est plutôt sur les objectifs et le deuxième volet qui est plutôt plan d'action où là, il y a des centaines de mesures. C'est maintenant disponible en ligne. Il y a des mesures spécifiques plutôt biodiversité et des mesures plutôt spécifiques secteurs pour accompagner les secteurs aussi dans le cadre de l'économie bleue durable. Il est vrai que ça touche à énormément de choses et ça fait des liens avec énormément de directives et de réglementations, mais c'est la première fois, dans l'histoire de l'humanité, que l'on fait une planification comme on l'a fait depuis très longtemps. C'est la première fois que l'on se pose autour d'une table pour essayer d'organiser les pratiques d'un point de vue géographique et spatiotemporel, avec pour objectif la protection et le rétablissement des écosystèmes, comme c'est inscrit dans la directive européenne.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Et le développement économique.

Mme Palina POIRIER – Intervenante dans la salle

Bonjour. Je suis juriste, mais entre autres, je fais partie du club de l'apnéiste Team Oxygène et aussi de plein d'autres associations sur Marseille. J'ai deux questions terrain sur les problématiques de proximité. Premièrement, les déchetteries sauvages dans les Calanques. Quels sont les dispositifs mis en place pour justement éviter ça ? Aussi, concernant la pollution dans les ports, cet été, nous avons fait la dépollution de Frioul et nous avons trouvé plus d'une tonne de déchets en l'espace de 3 heures dans le port même. Je voudrais savoir ce qui est mis en place pour remédier à ça. Merci.

M. Pierre-Yves HARDY – Intervenant dans la salle

Si ce sont des décharges illégales, la police de l'eau ou des déchets doit faire son job. Je n'ai pas de réponse par rapport à ça. Sur la question des pollutions portuaires, si ça reste dans le port, ce n'est pas très grave. Il n'y a pas d'ambition. Le port n'est pas un parc national. Le port est une zone d'activité économique. Ce n'est pas un endroit sur lequel on a un objectif d'avoir des coraux ou du mérrou. Il faut avoir ça en tête. Souvent, on transfère la qualité d'un port à la qualité d'un écosystème. Un port, c'est

une zone particulière qui a de l'activité. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il faut qu'il y ait des déchets et en même temps, les déchets qui sont là, ce sont aussi les déchets qui sont jetés par les plaisanciers ou les pêcheurs et parfois, par le bassin versant. Il faut que ça soit géré. Il ne me semble pas qu'il y ait une obligation de contrôle de déchets dans les ports.

Mme Palina POIRIER – Intervenante dans la salle

Si je vais dans le port, je peux jeter une table, une chaise et il n'y a pas de problème.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Vous n'avez pas le droit de jeter vos déchets. Vous me dites qu'il y a des déchets dans les ports et qu'il faut les ramasser.

Mme Palina POIRIER – Intervenante dans la salle

Non, pas que. Je demande qui sanctionne l'acte même de mise à l'eau d'un déchet.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

En France, il n'y a qu'une structure qui est capable de fonctionner et de sanctionner, c'est l'État ou les délégations que donne l'État, à des tiers.

Mme Palina POIRIER – Intervenante dans la salle

Oui, mais concrètement, là, il n'y a personne qui sanctionne. Ça se passe. Les gens, et notamment les restaurateurs qui sont au port, jettent des déchets. Formellement, il n'y a personne qui vient sanctionner ou mettre une amende.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Je ne peux pas répondre. C'est une histoire d'application de police.

Mme Palina POIRIER – Intervenante dans la salle

C'est une question ouverte. Je m'adresse à vous, comme je suis arrivée en retard. Vous n'avez pas la compétence de me répondre, mais c'est une question ouverte pour comprendre comment ça fonctionne.

M. Jean-Claude JONAC – Intervenant dans la salle

Pour sanctionner, il faut constater. J'ai fait ça un certain temps et si on ne constate pas, on ne peut pas sanctionner. Il y a des éléments. C'est le Code pénal qui le prévoit. Il y a effectivement des polices de l'environnement. Certains agents du parc national des Calanques sont assermentés pour relever des infractions. La police municipale est assermentée. La police nationale peut le faire et la gendarmerie aussi. La gendarmerie maritime ou la brigade nautique de police peuvent très bien le faire à condition qu'elles soient sensibilisées et qu'elles connaissent comment se sanctionne cette infraction. Une infraction, ce n'est pas n'importe quoi, ce n'est pas n'importe comment, c'est vraiment prévu par un Code pénal et par le Code de l'environnement. À partir du moment où l'infraction en tant que telle existe et est répertoriée, elle peut être sanctionnée, mais encore faut-il la constater. Voilà en ce qui concerne le cadre légal du problème. Au niveau de PACA, la région sud a créé une sorte de label, une norme qui s'appelle la norme port propre. Ce ne sont pas les normes officielles telles qu'on les fait, mais on est en train de travailler. C'est une norme AFNOR. Ce n'est pas tout à fait un label ou une norme telle que nous la considérons. À l'heure actuelle, nous sommes en train de travailler aussi au niveau de la région sur une nouvelle norme qui va catégoriser les communes du littoral, mais il y a la norme propre et pour avoir cette norme qui est vraiment répertoriée et qui a été fabriquée pour toute la région sud, en espérant qu'elle puisse se généraliser à toute la France – c'était le but qui était voulu – à partir de ce moment-là, ceux qui sont qualifiés port propre doivent avoir des poubelles et des endroits pour mettre les vidanges. Il y a tout un cahier des charges qui est prévu pour avoir cette norme.

M. Patrick VAUTERIN – Intervenant dans la salle

Pour les déchets, le premier compétent en matière de constatation pour les déchets, c'est le Maire. C'est dans les pouvoirs de police du maire et partout sur le territoire, en espace protégé ou hors espace protégé, le constat du dépôt sauvage appartient au Maire qui peut ensuite transférer au procureur.

Mme Laure BONNAMOUR – Intervenante dans la salle

Bonjour. J'avais assisté il y a quelques mois à une conférence scientifique sur l'impact de la pollution sonore auprès de tous les animaux, notamment dauphins et baleines, mais là, ça ne se réduit pas seulement à la Méditerranée, mais à tout l'environnement marin. Ils essayaient, au niveau de l'Europe, de faire diminuer la vitesse des bateaux d'un équivalent de 10 kilomètres par heure, en disant que ça avait un impact fort pour améliorer cette problématique. Je voudrais savoir où cela en est.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Nous avons le sanctuaire Pelagos en France où c'est déjà le cas, où la vitesse des bateaux est réduite. Le WWF travaille beaucoup sur ça. Tu pourrais peut-être en dire plus. Pierre, peut-être que tu as plus d'informations.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

C'est une préoccupation qui est prise en compte sur le plan réglementaire au niveau européen. Les difficultés, c'est que ce n'est pas si évident que ça que de faire réduire la navigation à des bateaux. Il y a aussi des questions purement pratico-pratiques. Il y a aussi deux gros programmes qui sont mis en place pour trouver le moyen de propulser le bateau en faisant moins de bruit. Je ne connais pas bien les sujets, mais Amélie, peut-être as-tu des informations là-dessus. Je crois que c'est un programme qui s'appelle PIACO. La cible est identifiée. On sait que l'on va vers une réduction dans les secteurs sensibles de cette vitesse de navigation. Sauf qu'entre le moment où l'on décide de le faire et le moment où il faut le faire, il faut mettre au point un certain nombre de choses sur le plan réglementaire, sur le plan technique et sur le plan de l'appropriation aussi et de la faisabilité au niveau des propriétaires de bateaux de commerce, puisque ce sont essentiellement les bateaux de commerce qui pose question.

Pour revenir au bruit, c'est aussi un sujet que l'on étudie sur la petite faune de Méditerranée. On parle souvent du bruit des dauphins et des baleines, mais les poissons sont aussi sensibles à ça. Nous avons mis en place un dispositif de surveillance, il y a plusieurs temps. Nous avons à peu près 250 points d'écoute qui caractérisent cette pression pour mieux comprendre les choses et pour être en capacité de pouvoir faire des propositions pour réduire ça. Cela peut toucher des activités type jet ski et autres, par exemple.

M. Baptiste GIROUX – Intervenant dans la salle

J'avais une autre question. On en a brièvement parlé tout à l'heure, je crois, mais je ne me souviens plus vraiment de ce qui a été dit. C'était juste pour clarifier. L'écosystème va changer et la température de l'eau va monter. La question que je me pose, c'est que pour les forêts, il y a des endroits où, sur terre, on essaie de simplement planter d'autres espèces d'arbres à d'autres endroits pour voir comment ils s'adaptent. Est-ce que ça existe aussi ? Y a-t-il des projets à l'échelle européenne qui visent à transporter des écosystèmes ou des populations de poissons ? Je ne dis pas que ce sera une bonne chose ni que je suis pour ou contre. Je me pose simplement la question.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Il n'y a pas de projet qui consiste à sauvegarder une population marine et la préserver quelque part. Par contre, il y a notamment un nouveau règlement européen qui est en train d'être approuvé, qui impose aux États membres des obligations en matière de restauration écologique. Pour être un peu caricatural, jusqu'à présent, on a diminué les pressions pour éviter que ça se dégrade. Maintenant, le champ réglementaire nous pousse à faire à aller dans l'autre sens et de restaurer les écosystèmes pour les rendre les plus résilients possibles. À ma connaissance, il n'y a pas de conservatoire botanique des espèces vivantes marines méditerranéennes. L'idée est plutôt de faire en sorte qu'elles restent dans le territoire et qu'elles soient sauvegardées. Par contre, il y a des ambitions beaucoup plus fortes. Jusqu'à présent, on avait des politiques qui étaient surtout liées à une obligation de moyens. Si l'on prend l'assainissement, on nous disait de mettre en place des stations d'épuration. On évaluait l'efficacité des politiques sur le fait que l'on mettait en place des stations d'épuration, à la limite, qu'elles marchent ou qu'elles ne marchent pas. Tout le monde connaît les stations d'épuration. On avait répondu aux obligations. Maintenant, l'Europe a une autre façon de penser et les États membres ont une autre façon de penser. On a des obligations de résultat, c'est-à-dire que s'il faut faire 10 stations d'épuration pour atteindre l'obligation de résultat, nous les faisons. Nous avons complètement renversé la vision et cette logique de protection au sens du patrimoine comme elle a été évoquée n'est pas encore appropriée parce que l'on considère que l'on a encore les moyens d'agir sur le terrain pour faire en sorte que les espèces et les habitats restent encore là.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci. Vous vouliez faire un complément ?

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Effectivement, l'Europe va imposer de faire de la restauration des écosystèmes ou des populations ou des espèces en 2050. Le vrai problème que nous avons dans le milieu marin, comme nous le disons depuis le début, c'est que l'on ne connaît pas beaucoup de choses, en réalité. Mon point de vue est que l'Europe va vite sur ce sujet et qu'il y a des recherches qui sont faites. Il y a déjà eu des tentatives de restauration de plusieurs choses en Méditerranée, mais on ne connaît pas beaucoup de choses. Cela va

donc plus vite du côté des gens qui écrivent les directives que de ce qu'il se passe vraiment sur le terrain, je pense.

Mme Palina POIRIER – Intervenante dans la salle

Ça, ce sont juste les initiatives locales. C'est dérivé de l'initiative de directives européennes. Il y a la replantation des zostères qui est une espèce qui disparaît. C'est une sorte d'algue. On s'est réuni pour pouvoir replanter ça, mais depuis plusieurs années, la solution n'a apparemment jamais abouti à un résultat, parce qu'il n'y aurait justement pas beaucoup de recherches là-dessus. Ils essaient tous les ans de replanter, mais pour l'instant, il n'y avait pas vraiment de résultats. Ils n'ont pas beaucoup de subventions. Ils ne peuvent donc pas investir dans les recherches. C'est le serpent qui se mord la queue.

M. Arsène AMOUREUX – Intervenante dans la salle

Je suis arrivé un peu tard. Peut-être que l'on a déjà évoqué le sujet des croisières.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

C'est dans l'autre atelier. Vous pouvez formuler votre question, mais nous ne pourrons pas y répondre.

M. Arsène AMOUREUX – Intervenante dans la salle

C'est simplement l'augmentation des rythmes de croisière et des productions de bateaux associés à ça. Avons-nous caractérisé leur impact sur le milieu marin ? Je sais que dans les zones portuaires, on a caractérisé les effets sur l'air et les villes portuaires. Est-on capable de dire à quel point la Méditerranée a été dégradée ces dernières années du fait des croisières ?

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Elle est au moins posée et consignée. Il est temps de changer d'atelier. Vous pouvez aller dans l'atelier de votre choix. Merci à nos deux intervenants et merci à vous d'être venu poser les questions et échanger. Vous pouvez rester ou changer d'atelier.

Deuxième session

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Bienvenue dans cet atelier 4 sur l'état de la Méditerranée, sur les questions de pollution. On avait deux intervenants et je leur passe la parole tout de suite pour avoir un petit résumé rapide de leur première intervention qui a permis de lancer le débat. Après, on vous fera, nous aussi, un petit état des interventions que nous avons eues.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Bonjour à tous. Je suis chargé de mission scientifique et plongeur scientifique pour Septentrion Environnement. Nous sommes un institut de recherche et de formation en écologie marine, ici à Marseille. On travaille sur toute la Méditerranée et un peu aussi ailleurs dans le monde, mais on est basé à Marseille. Je te laisse te présenter et après, nous ferons un petit résumé.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Si tu veux bien. Je travaille à l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse. C'est un établissement public de l'État français et j'ai en charge ce que l'on appelle chez nous l'expertise sur le milieu marin, qui consiste notamment à établir l'état de santé de la Méditerranée, puis définir des mesures pour corriger la situation. Je suis également plongeur professionnel.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Pour résumer brièvement les échanges que l'on a eus avant, on a discuté un peu de quel était l'état de la Méditerranée. On a vu un peu que c'était une mer qui est mieux que ce que le commun des mortels pouvait penser. Une mer où l'on a des solutions pour améliorer les choses. Des solutions qui sont souvent adaptées dans certains cas, qui fonctionnent, mais qui ne sont pas toujours utilisées là où il faut. J'espère que vous serez plus bavards que ceux d'avant. Il n'y a pas eu beaucoup de débats. Il serait intéressant qu'il y en ait plus ici. C'était également quel était l'intérêt du DSF, le document stratégique de façade et ce que ça apporte pour gérer mieux la méditerranée française, mais aussi un peu où étaient les limites des choses et quelles étaient les pressions sur lesquelles on pouvait faire des choses, soit la pression humaine. Aussi, vis-à-vis du changement climatique, avec l'augmentation des températures de la mer, on ne peut malheureusement pas y faire grand-chose et on a vu comment la Méditerranée allait dans cette situation.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Il y a 40 ans, ça allait sûrement moins bien que maintenant. Maintenant, ça va mieux, mais on a encore des choses à faire et on a les moyens de faire en sorte, si l'on agit maintenant, d'avoir une situation qui sera meilleure encore dans les 30 ans qui viennent. La question est de savoir si l'on passe à l'acte et si, effectivement, on appréhende des sujets que l'on doit appréhender dès à présent.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci pour ce résumé. C'était le résumé des interventions. On a eu quelques échanges et quelques questions, notamment sur les pollutions sonores, sur les questions de lien terre-mer ou de pollution. Nous avons eu des questions aussi sur le lien avec l'international et comment on pouvait protéger en France ou sur les côtes françaises, mais aussi de s'intéresser au lien avec l'Espagne et tout le pourtour méditerranéen, de manière plus large. Il y avait aussi, dans le prolongement de ce que vous dites, une intervention qui disait que la mer Méditerranée était peut-être, côté français, victime de son succès en termes de recherche, c'est-à-dire que l'on avait de plus en plus une certaine connaissance, mais pas toutes, et que quand on cherche des choses positives ou négatives, on les trouve. Il y avait aussi cette question de dire que la connaissance était de plus en plus importante, mais qu'elle restait encore très partielle et qu'il y avait encore beaucoup de choses à savoir et à connaître sur cette mer, notamment lorsque l'on va plus en profondeur.

Nous avons eu aussi des petites questions et des échanges avec votre présentation qui montait la canicule marine et la disparition de gorgones et de savoir dans quelle mesure ou non cela pouvait être réparé et si oui, en combien de temps, mais aussi quelles étaient les conditions pour que ça revienne, si cela pouvait être replanté ou non et si l'on pouvait faire en sorte que ça revienne. Je vous passe tout de suite la parole pour savoir si vous avez des questions, des précisions, des avis ou des choses à partager sur votre expérience en termes de pollution sur la mer Méditerranée.

Mme Catherine RETORE – Intervenante dans la salle

Est-ce que vous considérez que la pollution de l'air fait partie des pollutions marines et comment on peut agir sur la santé des gens et sur la qualité de l'air en général ?

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Ce n'est pas la source principale d'apport de contaminants à la mer. On est d'accord là-dessus. Dans certains secteurs, on sait que la pollution n'est pas neutre. Sur l'étang de Berre, on a déjà eu des études qu'il y a une interaction assez forte entre les apports atmosphériques et la qualité de l'eau. On traque certains contaminants qui sont émis d'incinérateurs en Allemagne et on retrouve des traces dans des poissons en Méditerranée. Si la question est de savoir s'il y a un lien entre la pollution atmosphérique et la pollution de l'eau, oui, clairement. Il y a bien un lien. Est-ce une source de pollution principale importante qui déclasse ce que l'on appelle chez nous les grilles de qualité ? Aujourd'hui, la réponse est non. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas travailler là-dessus. L'un des enjeux que nous avons est de s'assurer que l'ensemble des politiques publiques qui sont les nôtres, soit celles de la qualité de l'eau, de la qualité de l'air et celles des déchets aussi qui est quand même un point fort de politiques publiques, soient en cohérence. On sait que l'on a des marges de progrès pour faire en sorte que ces politiques sectorielles soient un peu plus mises en perspective et en commun. C'est aussi l'une des ambitions de documents comme le document stratégique de façade qui est revu aujourd'hui, que d'essayer de trouver plus de transversalités dans ces politiques sectorielles. Simplement pour dire qu'il y a encore des efforts à faire là-dessus, mais le début des efforts commence déjà par la prise de conscience et je crois qu'aujourd'hui, nous avons déjà passé ce cap-là. Maintenant, il reste à mettre en place un certain nombre de mesures et à évaluer l'efficacité de nos actions.

Mme Catherine RETORE – Intervenante dans la salle

Est-ce que cette mobilisation que vous menez peut aider à mettre en place des mesures pour améliorer cette qualité de l'air ? Si j'ai bien compris, c'est mineur par rapport à la qualité de l'eau, mais dans l'air, il y a quand même des polluants qui nous touchent au niveau de notre santé et qui retombent dans la mer. C'est évident.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Elle fait avec les actions qui sont engagées au niveau des croisiéristes, puisqu'il y a un certain nombre de mesures qui ont été mises en place pour diminuer les apports des bateaux à quai. La qualité de l'air n'est pas du tout ma spécialité. Je vais d'éviter de dire de bêtises, mais même au niveau international, il y a des mesures qui sont prises en charge en Méditerranée pour faire en sorte que le territoire méditerranéen soit un territoire qui soit justement protégé ou en tout cas ambitieux en matière de qualité, dérogé à la navigation. Avec le recul que j'ai et le peu de connaissances que j'ai, j'ai plutôt tendance à dire que la prise de conscience est faite et que les mesures sont en train d'être mises en place. Après, une mesure qui est mise en place ne préjuge pas de son efficacité. Il faut que l'on soit garant de son efficacité aussi. Nous avons tout intérêt à apprécier l'efficacité de ça et voir si les rejets atmosphériques de manière générale ont baissé, mais je crois que dans le dispositif engagé, la question de l'évaluation et de rendre compte à la population sont bien présents.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Si vous mettez les gaz à effet de serre dans la catégorie de la pollution de l'air, peut-être, oui. Cela a déjà eu un impact sur l'océan et la Méditerranée. C'est une super machine. Cela absorbe tous les gaz à effet de serre. On parle d'un puits de carbone. Cela absorbe tout ce qui a pour effet de réchauffer les eaux. Quand on réchauffe un objet, il prend plus de place et le volume de la mer augmente. C'est pour cette raison que l'on parle toujours d'augmentation du niveau marin. C'est déjà en cours. Je ne sais plus quel est le chiffre en Méditerranée, mais le niveau marin a augmenté. Cela a déjà causé quelques impacts. Ça arrive. Avec les prévisions actuelles du GIEC, si jamais dans le plus pessimiste des cas, je crois qu'il prévoit entre 2 et 6 mètres d'élévation du niveau marin en Méditerranée. Cela a donc forcément un impact. Le but est de ne pas atteindre ce prévisionnel pessimiste. Il y a donc des mesures qui sont mises en place et qui sont réfléchies. Ça existe bien.

Mme Malvina JUCQUOIS – Intervenante dans la salle

Bonjour. Je suis étudiante en développement durable. Je m'intéresse de plus en plus à ces questions et assez récemment. J'ai toujours entendu dire que la mer Méditerranée était l'une des mers les plus polluées au monde par la pollution plastique. C'est le message qui passe par beaucoup d'ONG, mais qui est aussi entré dans les mentalités et dans l'état d'esprit des gens. Concrètement, sans chiffre, il est difficile de rebondir sur ce que vous avez dit aussi au préalable, mais j'aimerais savoir s'il y a des actions publiques. Votre discours était plutôt positif en nous informant que la tendance était plutôt à l'amélioration. Est-ce que vous avez des éléments chiffrés ? J'imagine que oui. Quelles sont les actions publiques qui sont mises en place ? Je vois sur le terrain qu'il y a des actions citoyennes et des actions d'associations qui vont faire du ramassage de pollution plastique ou sur les littoraux, mais que pouvons-nous faire pour aller plus loin et pour aller au-delà juste du nettoyage des littoraux, en amont, en terre, et puis aussi dans la mer, en plus grande largeur ?

débat public organisé par



La Commission nationale du débat public
244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - T. +33 1 40 81 21 22
Site du débat : <https://www.debatpublic.fr/la-mer-en-debat>

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Dans notre discours, on considère que la Méditerranée fait l'objet d'un bashing permanent. Nous avons pas mal fait décrier là-dessus en cherchant des sources et en comparant des choses. Je vous invite à aller voir un site qui s'appelle « Le Monde en chiffres », « Your world in data » qui est un site qui recense toutes les publications internationales sur plein de sujets. Cela va du COVID, en passant par la santé et cela concerne aussi les déchets. Ce site-là maintient une analyse constante et permanente des évaluations qui sont faites en matière de déchets par des cours d'eau et par les fleuves. Si vous regardez simplement le classement qui est fait de l'ensemble des mers, vous verrez que la Méditerranée n'est pas en première position. Cela ne veut dire pas qu'il n'y a pas de déchets en Méditerranée. En termes de chiffres, ce que je peux vous donner, c'est ce que l'on mesure. Ce ne sont pas des macros déchets, mais des micros déchets, des microplastiques. Ça fait plus de 12 ans qu'Ifremer les mesure. C'est notre réseau de surveillance. Nous les mesurons à la côte depuis 12 ans. Nous avons même démarré ça avant que tout le monde s'inquiète de la question des microplastiques. En 12 ans, dans ce que l'on mesure sur notre côte de Marseille, Ajaccio et autres, nous avons 80 % de diminution des microplastiques. Vous allez sur le site de l'agence. On a publié tout ça. Vous avez l'accès aux rapports d'informations.

L'une des difficultés que nous avons quand on parle de Méditerranée, c'est de donner aux citoyens, une information qui soit factuelle et la plus précise possible. Nous avons cherché à comprendre comment évaluer les apports à la mer en macros déchets et on s'est aperçu que l'on passait du simple au double entre une publication du WWF et un discours de Catherine CHABAUD à l'Union européenne, qui était divisé par trois par un document édité par le ministère de l'Environnement, et l'UNESCO sortait encore autre chose. Il est très compliqué d'évaluer concrètement ces apports-là. Pour autant, aujourd'hui, c'est un vrai sujet de politique publique. C'est un sujet sanitaire. C'est un sujet de politique publique. En France, je crois que le budget national sur les déchets qui est émis par tout le monde, c'est de l'ordre de 16 milliards d'euros par an. C'est la thématique sur laquelle il y a sans doute le plus de réglementations. Ce n'est même pas l'eau. Ce sont les déchets. Cela veut dire qu'aujourd'hui, nous avons tout ce qu'il faut pour fonctionner en termes de réduction des déchets, sauf que l'on touche à quelque chose qui est très compliqué et qui est aussi compliqué quand on travaille sur les pressions d'usages dans les milieux marins, c'est que l'on touche aussi au civisme ou à l'acte de l'individu, ce qui est très compliqué à gérer. Dans un monde idéal, avec tous les moyens que l'on met, si le citoyen était préoccupé de jeter ne serait-ce que son déchet dans une poubelle et non pas par terre, on ne devrait pas trouver de traces de déchets. Sauf que nous ne sommes pas dans un monde idéal et que la majorité des gens ne trouvent pas d'intérêt que de mettre leurs déchets dans des poubelles et préfèrent les laisser traîner et les jeter.

Je vous invite à prendre du recul par rapport à tout ce qui est annoncé. Allez voir ce site. Il alimente toutes les universités mondiales et internationales de données. C'est très factuel et très précis. Il y a un tas d'évaluation des microplastiques ou macrodéchets aux sources. Cela vous permettra d'avoir une information un peu plus factuelle que celle que l'on rencontre.

Je vais faire le lien avec le changement climatique et l'information. En juin 2021, avant même que nous ayons des mortalités de gorgones, le magazine Le Monde – si ça avait été la Provence, ça m'aurait moins gêné – a titré « Mortalités massives de gorgones et de posidonies : les poissons et les crustacés quittent la Méditerranée à cause de la chaleur ». Quand on en est à ce niveau-là, de porter la connaissance d'information au niveau du grand public, je dis que l'on a beaucoup de travail à faire et peut-être que ce que l'on fait aujourd'hui contribue à passer un minimum d'information pour aller dans le bon sens.

Mme Malvina JUCQUOIS – Intervenante dans la salle

J'écoute et ce sont plutôt de bonnes nouvelles que vous présentez. Quand je vais sur le Vieux-Port, je fais un peu de voile et quand je vois l'état de l'eau et l'état du Vieux-Port, je ne fais pas le constat en me disant que tout va bien. Entre les nappes d'hydrocarbures et la pollution plastique, je vois des gens pêcher dedans. J'espère qu'ils ne mangent pas le poisson. C'est peut-être basique comme constat, mais les faits sont là. Si les chiffres et la tendance sont positifs, c'est cool, mais que pouvons-nous faire pour aller plus loin ?

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Je ne suis pas positif. Je suis un technicien. Si c'est blanc, c'est blanc. Si c'est rouge, c'est rouge. Je pense qu'on ne peut pas extrapoler ce que l'on trouve dans le Vieux-Port, à la Méditerranée. Comme je le disais, un port est une zone d'activité économique. Ce n'est pas un milieu naturel. Si vous faites de la voile, j'espère que vous mettez la tête sous l'eau. Nous en avons parlé tout à l'heure. Je vous invite à mettre la tête sous l'eau, même à la sortie du Vieux-Port ou dans les Calanques, puis vous me direz si vous trouvez des montagnes de déchets.

M. Pierre MASSAIE – Intervenant dans la salle

Bonjour. Je suis étudiant en ingénierie généraliste pour l'instant. Vous avez dit que la situation s'est bien améliorée depuis 40 ans et qu'il y a une diminution de 80 % des microplastiques. Je voulais savoir ce qui avait été impactant comme décision de votre point de vue dans cette diminution, s'il y avait eu des pics ou autre chose.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

En étant honnête, lorsque nous avons eu des résultats en 2021, je ne comprenais pas. Je me demandais comment nous pouvions avoir cette chute du microplastique, parce que ce n'est pas toujours facile de passer du constat à l'interprétation des choses. Pour être très honnête avec vous, j'en ai parlé à mon directeur qui, en faisant état de mes états d'âme, me dit « Cela fait quand même plus de 10 ou 15 ans que l'on interdit les sacs plastiques et que l'on met en place des mesures ». Abandonner tout ça a quand même des effets. Je me dis qu'il n'a pas forcément tort. C'est un peu ce que je disais aussi tout à l'heure, c'est que toutes les mesures que l'on met en place sont efficaces. Parfois, il est vrai qu'on ne voit pas l'efficacité le lendemain de la mesure et qu'il faut du temps, notamment en termes de milieu aquatique et de qualité de l'eau, pour voir les choses évoluer, mais finalement, quand on prend ce recul-là, quand on voit les sacs plastiques, on se dit que tout est pollué. Quand j'étais gamin et que j'allais à la plage, je ramenaient ma serviette de baignade et elle était couverte de boules de pétrole. Je m'arrête à la station-service pour me laver les mains et les pieds avec du gazole et j'habitais à La Ciotat qui n'est pas une ville catastrophique. Nous avons perdu un peu cette notion et cette histoire. On perd finalement à la fois les engagements qui sont pris et surtout l'efficacité des mesures. Globalement, nous ne sommes jamais dans l'évaluation de ce que l'on fait. On est toujours dans le constat.

Il y a un autre point qui m'a beaucoup frappé dans un échange que l'on a eu récemment avec des étudiants où nous étions trois ou quatre à expliquer que des choses se sont améliorées en leur disant qu'il y a 20 ou 30 ans, c'était différent. Pour nous, c'était évident que les choses s'étaient améliorées. Sauf qu'il y a 20 ou 30 ans, ils n'étaient pas là. Vous n'avez pas ce recul. Les difficultés que nous avons pour montrer que la dynamique de travail qui est engagée vis-à-vis la Méditerranée porte ses fruits, c'est d'essayer de garder cette mémoire et de faire prendre conscience aux gens que nous sommes sur une trajectoire. Sur les problèmes que nous avons maintenant, nous avons déjà engagé des solutions, mais l'efficacité va se faire dans 15 ou 20 ans. On a toujours besoin de garder cette vision qui consiste à dire que nous sommes capables d'agir aujourd'hui et d'améliorer les choses, même si nous n'allons pas bénéficier de l'efficacité de notre action le lendemain. Forcément, ça va porter ses fruits. Si nous voulons que demain, ce soit moins catastrophique qu'aujourd'hui, il faut que l'on continue à travailler et que l'on continue d'engager des actions. Il n'y a que comme ça que l'on arrivera à faire bouger les choses.

M. Pierre MASSAIE – Intervenant dans la salle

J'avais une deuxième question. Je sors de la première conférence sur l'éolien et je me demandais si ce genre de projet industriel a un gros impact local ou même sur l'année en général ? À quel point avez-vous l'impression que cet impact est pris en compte du côté des armateurs ?

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Tout ce que nous faisons a un impact ou au moins un effet. Pas forcément un impact, mais un effet. L'impact, c'est quand l'écosystème n'est plus résilient. S'il y a un impact, c'est qu'il y a un fait avéré qui n'est pas compensé par l'écosystème qui n'est pas résilient et qui n'arrive pas à s'en débarrasser. Pour les éoliennes, il y a les problèmes des oiseaux migrateurs. Je n'ai pas les connaissances. Il y a eu toutes ces hypothèses d'oiseaux migrateurs qui pouvaient subir l'impact des éoliennes, l'impact de l'ancrage au fond. Pour le golfe du Lion, il n'y a pas eu beaucoup d'acteurs où il n'y a pas eu un trait de chalut avant et qui ressemble à un no man's land. Poser une éolienne sur le fond du golfe du Lion, ça ne me choque pas plus que ça. Pour avoir vu des vidéos ROV du golfe du Lion, c'est Verdun. ROV est un petit robot que l'on envoie sous l'eau pour filmer. Pour avoir vu des vidéos de vraies campagnes de recherche, ce sont vraiment des tranchées partout. On connaît très mal les substrats sableux de ces fonds-là. On ne peut donc pas trop savoir s'il va y avoir un impact aussi. Je te laisse la parole.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Un champ d'éolien, ça n'a rien à faire dans la nature au large. C'est forcément une pression. La nature n'a pas été créée avec des champs d'éoliennes au large. Il faut accepter le fait que si l'on prend la décision de faire un champ éolien, forcément, il y aura des effets sur le milieu. Si les effets sont importants ou petits, aujourd'hui, je suis incapable de vous le dire. Nous avons deux éoliennes flottantes. Il est un peu compliqué d'évaluer les effets. Par contre, je pense qu'il faut replacer le débat de manière plus générale sur le débat en matière d'écologie. Si nous faisons des champs d'éoliennes, cela peut avoir des effets sur le milieu, mais en même temps, nous n'allons pas faire une usine à charbon ou une centrale nucléaire.

À chaque fois que nous faisons un choix, il y a forcément des incidences à un moment donné, d'un côté ou de l'autre. Toute la difficulté, quand on met en place des politiques, c'est de gérer le mieux ça et de trouver le meilleur bénéfice pour le moins d'impact possible.

Pour ce qui est fait aujourd'hui en matière de champ éolien, je considère que nous faisons le maximum d'efforts pour essayer de faire des choses bien vis-à-vis du milieu. Honnêtement, je le pense. Je suis même étonné de voir autant d'argent mis sur certaines thématiques, comme les oiseaux, par exemple. Je trouve ça un peu fou. Les oiseaux, c'est super, mais je me dis qu'un champ d'éolien, ils peuvent l'éviter et peut-être qu'il est plus intéressant de s'intéresser aux dauphins ou autres. Je pense que des moyens sont mis. On ne connaît pas grand-chose. C'est pour cette raison qu'il y a de gros programmes de recherches. Je pense qu'il faut assumer le choix que, en termes de politiques publiques, on décide de valoriser cette énergie-là, mais à l'inverse, pour avoir rencontré de futurs exploitants potentiels et de futurs industriels qui sont venus me voir en me disant « C'est génial, les champs d'éoliennes. On va créer des réserves marines. Cela va augmenter la biodiversité », je leur dis de ne pas me tenir ce discours-là. Nous ne sommes pas en train de faire du greenwashing de champs d'éoliennes. Un champ d'éoliennes, c'est une pression. On diminue la pression du maximum. On assume les conséquences. On travaille pour faire en sorte que ça aille mieux. On essaie de développer des choses, mais sinon, nous n'avons qu'à faire des champs d'éoliennes partout pour augmenter la biodiversité.

Mme Martine LEFORTIER – Intervenante dans la salle

Ma question supplémentaire était sur l'utilisation de la mer pour chauffer ou refroidir les villes, ainsi que les impacts.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Ce n'est pas ma spécialité, mais ça fonctionne bien. Vous avez tout un quartier à côté du port autonome, sur le bassin versant des Aygalades. Dans le port autonome, il y a de grands bâtiments qui sont des hubs, des centres de process informatiques pour internet et la communication. Tout cela fait beaucoup de chaleur et demande beaucoup d'énergie. Nous avons donc besoin de refroidir et pour le refroidir, on prend de l'eau de mer. L'eau de mer au contact, ça chauffe et cette chaleur-là est utilisée. Je ne vois pas d'impacts.

Mme Martine LEFORTIER – Intervenante dans la salle

Je ne sais pas. Ce que l'on prend et ce que l'on retire a toujours un impact sur l'environnement de façon immédiate ou à côté.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Je ne sais pas quelles sont les quantités qui sont prises, mais pour pouvoir modifier un volume d'eau en mer, il faut vraiment en prendre énormément. Je suis assez pragmatique. Je pense que si nous avons autorisé ça, c'est que l'on a appréhendé les impacts derrière et que les bénéfices étaient supérieurs aux effets. En termes de métier, au sens propre du terme, ce n'est pas une thématique sur laquelle on est interpellé en disant que c'est une pression forte pour le milieu, quoi.

Mme Martine LEFORTIER – Intervenante dans la salle

On dit que dans la ville de Marseille, il faut changer les chauffages et il ne faut plus qu'il y ait de gaz. Par exemple, là où j'habite, c'est une question. Qu'allons-nous faire plus tard ? Quelles sont les possibilités ? Peut-être que ça, ce sont des possibilités également.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Peut-être que localement, il y aura un effet. Juste une remarque générale. On est très fort pour regarder la biodiversité, les écosystèmes et puis nous. Nous voulons toujours essayer d'améliorer ces écosystèmes, sauf qu'il y a plein de choses que l'on fait parce que nous en avons besoin. L'eau, c'est pour que l'on puisse avoir internet. Ce sont des hubs de serveurs et ce genre de choses. On parle de socioécosystème. Il faut vraiment nous intégrer à l'intérieur et considérer. Si nous essayons d'améliorer des choses sur la biodiversité et les écosystèmes, ce sont des choses que nous allons enlever de nos sociétés humaines et à l'inverse, si nous faisons des choses sur nos sociétés humaines, nous allons peut-être avoir un impact sur les écosystèmes. Je pense que nous n'avancerons plus. On est à l'heure des choses où il faut s'intégrer comme partie intégrante de ces écosystèmes et réfléchir avec. Il va falloir réfléchir comme ça. L'exemple est très simple. Ce n'est pas pour critiquer votre remarque, mais si nous ne voulons plus prendre de l'eau pour refroidir les hubs, on les enlève. Nous n'avons plus Netflix et nous n'avons plus internet. C'est comme ça que nous devons réfléchir l'avenir pour nous, les êtres humains, et l'avenir pour la planète.

Mme Anna SENEQUIER – Intervenante dans la salle

Bonjour. Je n'ai pas trop formulé la question dans ma tête, mais je vais juste expliquer ce que je pense. Nous sommes plutôt positifs sur le constat par rapport à la mer Méditerranée. Je me demande s'il y a plus de perméabilité entre les différents acteurs qui ont un peu de pouvoir par rapport à la pollution, à la question énergétique, par rapport à la mer, à la question politique et comment nous gérons toutes ces questions. De votre point de vue, pensez-vous qu'il y a un peu plus de synergie sur ces questions-là ? Est-ce que ça évolue ? Typiquement, nous, jeunes générations qui essayons de travailler dans ce milieu-là, nous avons toujours des a priori du fait que ce soit très compliqué, très politique et très dur d'avancer sur ces questions-là. Tout le monde travaille beaucoup de son côté. Il y a toujours énormément d'affirmations, mais on ne sait pas s'il y a de vraies synergies ou non.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Pour être la personne qui est souvent considérée dans le groupe des gens qui font la recherche dans leur coin et qui n'arrivent pas à se faire entendre, je pense que ce n'est pas vrai. Il y a des synergies. Il y a toujours des groupes de gens qui vont travailler dans leur coin, qui ne vont pas réussir à se faire entendre, des groupes de politiques qui vont faire des choses sans écouter les autres. Ça existe toujours, mais aujourd'hui, la recherche est quand même plus médiatisée et plus accessible. On arrive, au moins en local, à discuter avec les politiques locales, les collectivités, les services de l'État et les gestionnaires d'aires marines protégées. Cela remonte au niveau étatique. Il y a des choses qui sont faites en synergie. On baigne tellement dans un climat où l'on en parle tous les jours à tout le monde, tout le monde sait qu'il y a des problèmes avec le changement climatique, la biodiversité et la mer en général. Tout le monde est donc plus ou moins au courant, en tout cas dans les pays occidentaux. Si vous allez au fin fond du Vietnam, ils ne sont pas au courant pourquoi il fait plus chaud depuis 10 ans. Tout le monde discute, tout le monde fait en synergie. Après, forcément que tout le monde n'a pas les mêmes compétences, les mêmes compréhensions des phénomènes et qu'il y a des choses qui sont faites parfois à haut niveau, au niveau de l'État. Nous, nous sommes au niveau des gens qui produisent la donnée. On sent lorsque l'on n'a pas vraiment été écouté ou pas compris. Ça arrive toujours, mais au moins, on a cette bonne volonté d'aller tous vers le haut et plus ou moins à des échelles importantes.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Il y a plein de choses qui se sont améliorées, mais cela ne veut pas dire que tout est réglé. Sur la question de comment sont prises les décisions et si nous arrivons à travailler en commun en fonction des compétences et entre les acteurs économiques, les scientifiques et autres, c'est très compliqué. Cela prend du temps et de l'énergie. Des fois, nous en avons marre, mais il n'y a pas d'autres solutions. Aujourd'hui, je pense que nous sommes à un niveau de préoccupation sociétale ou même économique qui fait qu'il n'y a pas d'autres solutions que de se mettre autour d'une table et de discuter tous ensemble de ce qu'il faut faire. Je l'évoquais tout à l'heure sous forme de boutade, mais des fois, on rencontre des élus qui sont plus intéressés par la buvette du stade de foot que par la protection des herbiers de posidonie, mais à nous de trouver les moyens pour expliquer que l'herbier de posidonie est une plante protégée par la loi. C'est super important et en même temps, s'il n'y a plus d'herbier de posidonie, la plage se casse la figure. Si la pêche se casse la figure, il faut dépenser de l'argent pour aller mettre du sable, et si on ne fait pas ça, il n'y aura pas de touristes. On voit bien que c'est super intéressant de s'intéresser à la posidonie, y compris d'un point de vue économique.

J'ai vécu une période où on opposait l'écologie et l'économie. C'était vraiment une période qui était très tranchée. Aujourd'hui, cette période n'existe plus. C'est assez perméable parce que les gens ont compris que ce sont deux thématiques, l'écologie et l'économie. En économie, on parle de plan de gestion, tout comme en écologie. En écologie, on parle de patrimoine, tout comme en économie. Des thématiques qui utilisent le même langage et le même dictionnaire ne sont pas si différentes que ça. Le clivage, c'est un peu nous qui le faisons. Oui, il y a beaucoup plus de liens, beaucoup plus d'efficacité. Il y a de moins en moins de possibilités d'éviter d'appréhender les sujets, c'est-à-dire que les gens ne le font pas forcément parce qu'ils ont envie, mais parce que les conditions réglementaires, sociétales, culturelles et scientifiques ont été obligées d'être prises en compte. Pour moi, c'est très positif, mais ça reste un vrai boulot. Il faut le faire tous les jours, mais honnêtement, ça bouge.

M. Jean-Claude ROUT-PARIS – Intervenant dans la salle

Vous avez parlé de La Ciotat. Je fais partie d'une génération à 80 ans qui s'est baignée dans le Vieux-Port en arrivant de la montagne. Il y a deux noms auxquels je pense. Du côté d'une montagne où j'étais tout à l'heure, quelqu'un a dit « Non, le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté à Briançon ». Madame RIVASI. Quand on se baignait, des anciens disaient « Non. Là, à Cassis, il y a des brousses, je crois, qui viennent de Gardanne ». Je vais laisser de côté le problème de bonne veine de l'eau grémante. Je pense à quelqu'un qui disait « J'ai prouvé ». La France était bien satisfaite qu'Alain BOMBARD ait

effectivement prouvé en buvant de l'eau de mer, mais quelques années après, il disait, 10 ou 20 ans après, « Non. Je déconseille aux gens de faire comme moi, de boire de l'eau de mer ». Je pense à Alain BOMBARD.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Pour tout vous dire, je suis en train de faire un livre sur la Méditerranée, sur l'évolution de la Méditerranée et j'ai analysé notamment tous les discours des années 1960, 1970, 1980, des BOMBARD, des COUSTEAU, des DUMAS et compagnie pour justement avoir la trace de comment il percevait la Méditerranée et quel était leur discours. J'en retiens deux choses. Je retiens le fait que la situation était beaucoup plus dégradée dans les années 1960, 1970 et 1980 qu'elle ne l'est maintenant. Je retiens une deuxième chose qui m'a fait un peu de mal, c'est que l'ensemble des thématiques que nous avons à gérer aujourd'hui, cela fait 20, 30, 40 ans qu'on les connaît. Cela veut dire qu'en matière d'efficacité de politiques publiques au sens large, ce n'est pas la faute de l'État ou des collectivités, mais globalement, il nous faut une à deux générations pour que l'on appréhende un sujet et que l'on mette en place des solutions. Il ne faut pas attendre de bénéficier de l'efficacité des solutions pour mettre en place des solutions.

La difficulté que nous avons aujourd'hui, ce n'est pas tant de travailler en commun, mais ce que nous sommes très lents. En matière de pollution, il a fallu 40 ans. En matière de l'herbier de posidonie, la loi de création est de 1988, mais nous sommes efficaces en 2021. Concernant la question des déchets plastiques, des macros déchets ou la question des changements climatiques est apparue dans les années 1990. On est en 2023. Cela fait 30 ans que nous disons les choses et c'est là qu'est toute la difficulté. Je commence aussi à être ancien. Je pense que la génération qui vient est confrontée et il va falloir qu'elle accélère le calendrier. Si nous voulons éviter qu'elles soient coincées, il va falloir accélérer et être meilleurs que ma génération et que celles de mes parents qui mettent 30 ou 40 ans pour gérer, de manière un peu efficace, un sujet. Aujourd'hui, le calendrier a changé. Les choses se sont accélérées partout et si nous voulons être efficaces, il faut être efficace rapidement. Les constats, nous les avons. Les solutions, nous les avons. Les actions ne sont pas mises en place parce que nous sommes en manque de financement. La question est de savoir pourquoi on ne le fait pas. C'est une vraie question que je me pose et que j'aime bien poser aussi. Compte tenu du fait que nous avons les solutions techniques, que nous avons la réglementation, que nous avons les moyens financiers et que nous avons la volonté de faire, on ne passe pas à l'acte. Le passage à l'acte n'est pas qu'une question politique de décideur. Un citoyen qui jette ses déchets par terre ne passe pas à l'acte non plus. La vraie question, c'est « Pourquoi on ne passe pas à l'acte ? » Si quelqu'un a la réponse un jour, je suis preneur.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Y a-t-il une autre question, un autre avis ou un autre partage d'expérience ?

Mme Catherine RETORE – Intervenante dans la salle

Je rebondis sur tout ce que dit Pierre parce que nous sommes de la même génération et nous avons travaillé dans le même domaine. Là où j'étais un petit peu étonnée tout à l'heure, c'est quand vous avez dit que pour le changement climatique, on n'y peut rien. Non, je ne suis pas d'accord. On a bien prouvé, on a compris et je crois que la plupart des gens ont compris maintenant qu'on y pouvait quelque chose. Même si nous ne sommes pas tout seuls, les décideurs, l'argent, l'Europe, tout le monde y peut, et notamment depuis l'industrialisation, puisque nous avons démontré que s'il y avait un changement climatique accéléré, c'était bien par notre action. Inverser la tendance maintenant, c'est de plus en plus dur. Comme l'a dit Pierre, c'est trop long à réagir. On ne dégage pas quand il faut. Depuis René DUMONT – que les jeunes ne connaissent pas – cela fait maintenant peut-être 50 ans. Depuis que l'on a dit des choses, les gens ne l'ont pas cru ou n'ont pas voulu croire ou avaient des intérêts ailleurs. Aujourd'hui, on est au pied du mur et on se demande comment faire. Il faut réduire les déchets à la source, ça veut dire accepter de ne pas avoir son sac plastique. On est en train de réviser aussi aujourd'hui le recyclage du verre. Peut-être que pour le recyclage du verre, on peut faire mieux et ramener. Nous revenons à la consigne. On revient à des choses auxquelles on avait pensé il y a longtemps et qui sont peut-être plus efficaces. Il faut peut-être penser à ça et aussi prévoir. J'ai entendu une émission qui disait qu'une île des Maldives est très touchée par le changement climatique et qui va être ensevelie rapidement. Ils ont déjà prévu d'être hébergés – c'est une grosse population – sur la côte Est de l'Inde, je ne sais plus. Nous, qu'est-ce que nous faisons, en Camargue ? On se met la tête dans le sable et on ne veut pas voir que les Sainte-Marie vont avoir le pied dans l'eau, peut-être avant que je meure parce que ça va arriver vite et maintenant, ça arrive par à-coups. Tout ça, c'est la politique de l'autruche pour des intérêts, sans vouloir forcément mettre en avant la décroissance, car ça fait peur, mais peut-être une gestion différente de nos habitudes et l'envie de continuer à vivre bien. Nous, nous avons eu de la chance, mais je pense que nous avons fait beaucoup de choses.

M. Tristan ESTAQUE – Septentrion Environnement

Je me suis mal fait comprendre. Ce n'est pas au changement climatique que l'on ne peut rien y faire, mais c'est aux effets du changement climatique déjà en cours où là, c'est trop tard. On ne va pas inverser la tendance. Il y a de nombreux papiers scientifiques qui montrent que la tendance, c'est trop tard, on ne l'inversera pas. Maintenant, il faut faire avec. Par contre, limiter la suite, c'est possible, mais pour les effets déjà en cours, c'est trop tard.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci. Nous avons le temps pour un dernier commentaire ou une dernière question.

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

Je suis pharmacienne, ancienne élue de la mairie de Paris à la Commission environnement. Pour les deux personnes qui sont intervenues, je vous trouve très optimistes et pragmatiques. C'est un mot qui est souvent revenu. Je partageais un peu l'avis de cette dame. Je viens d'arriver sur Marseille et quand je vais au Vieux-Port, je suis un peu surprise par la qualité de l'eau, mais vous avez raison que, quand on va dans les calanques, au fond, elle est très belle et très pure, mais là, sur le Vieux-Port, elle n'est pas belle. Quand il y a eu, il y a 2 ou 3 ans, une intervention politique de Monsieur MELENCHON, nous étions à la télévision et nous avons compté les bateaux dans le port. C'est énorme. Ce sont peut-être 30 000 bateaux dans ce port, mais qui pollue. Le sujet étant la pollution, il me semblait que c'était cet atelier de pollution, je vous pose la question. Madame a raison de dire qu'il faut faire quelque chose maintenant sur cette consommation à outrance de bateaux à moteur qui polluent énormément. Voilà la réflexion que je fais.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Ce n'est pas le bateau qui pollue, ce sont les gens qui sont sur le bateau. C'est le citoyen.

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

Ce n'est pas le bateau qui pollue avec l'essence ou le gasoil ?

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

J'ai la chance d'avoir un bateau. Quand je remplis mon réservoir, je fais attention de ne pas renverser mon huile, mais il n'y a pas de difficulté. Si vous gérez correctement votre bateau, il n'y a pas de difficulté par rapport à ça. Ce n'est pas l'outil. C'est la pratique qui pose problème et cela revient donc au citoyen. Je n'ai peut-être pas bien compris votre question.

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

C'est la pollution qui m'inquiétait.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Est-ce que les bateaux qui sont dans le Vieux-Port polluent le Vieux-Port ?

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

Oui.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Ils polluent par rapport à quoi ? Par rapport aux hydrocarbures, aux contaminants ou microbes ?

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

Aux microbes et la pollution. Vous ne pouvez pas vous baigner parce que l'eau est trop polluée.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

On ne se baigne pas dans un port, Madame. Un port, ce n'est pas une zone de baignade.

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

D'accord, mais il y a des plages à côté et elles sont toujours polluées.

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Les plages, notamment du Prado et de Corbières, sont polluées par les apports par temps de pluie. C'est le pluvial.

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

Oui, c'est vrai. Je l'ai remarqué.

débat public organisé par

M. Pierre BOISSERIE – Agence de l'eau

Ce ne sont pas les bateaux. C'est pluvial. C'est ce que nous avons évoqué dans le premier groupe auparavant. Aujourd'hui, en termes d'apport à la mer, l'une des principales sources d'apport à la mer et y compris dans le territoire de Marseille, c'est le ruissellement des eaux pluviales. Ce n'est pas facile à gérer. Autant, quand on est raccordé, la station d'épuration traite les rejets, autant quand il pleut, c'est très compliqué de collecter l'ensemble des eaux de pluie. Pour autant, c'est une politique qui est déclinée et qui se décline aussi sur Marseille depuis une dizaine d'années, puisqu'il y a une dizaine de bassins d'orage, des bassins de rétention des eaux de pluie qui sont installés, et notamment quand la ville refait un rond-point ou qu'il y a un gros aménagement, pour stocker cette eau de pluie et éviter qu'elle ruisselle pour partir à la mer.

Les choses sont prises en compte. Nous ne sommes pas encore dans la perfection des choses. Ce qu'il faut aussi intégrer par rapport à la difficulté de cette gestion du temps de pluie, c'est que l'on peut prévoir un bassin de 100 000 litres parce que nous savons qu'en moyenne, le pic de pluie va tomber de ça. Sauf que le pic de pluie, avec les changements climatiques, peut doubler et que l'infrastructure que l'on aura ne sera peut-être pas complètement efficace. Nous avons donc du mal à gérer cette thématique parce qu'elle est difficile à appréhender, mais il y a des solutions qui existent et qui commencent à être mises en œuvre.

Mme Aline ARROUZE – Intervenante dans la salle

D'accord. Je vous remercie d'avoir parlé tout à l'heure de l'écologie et de l'économie. De plus en plus, nous faisons cela en parallèle et c'est très important. Merci.

M. Sébastien FOURMY – CNDP

Merci beaucoup. Nous allons clore ici cet atelier. Merci à nos deux intervenants et merci à vous toutes et tous d'avoir participé. On se retrouve pour un temps très court en plénière avant de passer à un petit pot qui vous sera offert juste après. Merci beaucoup.